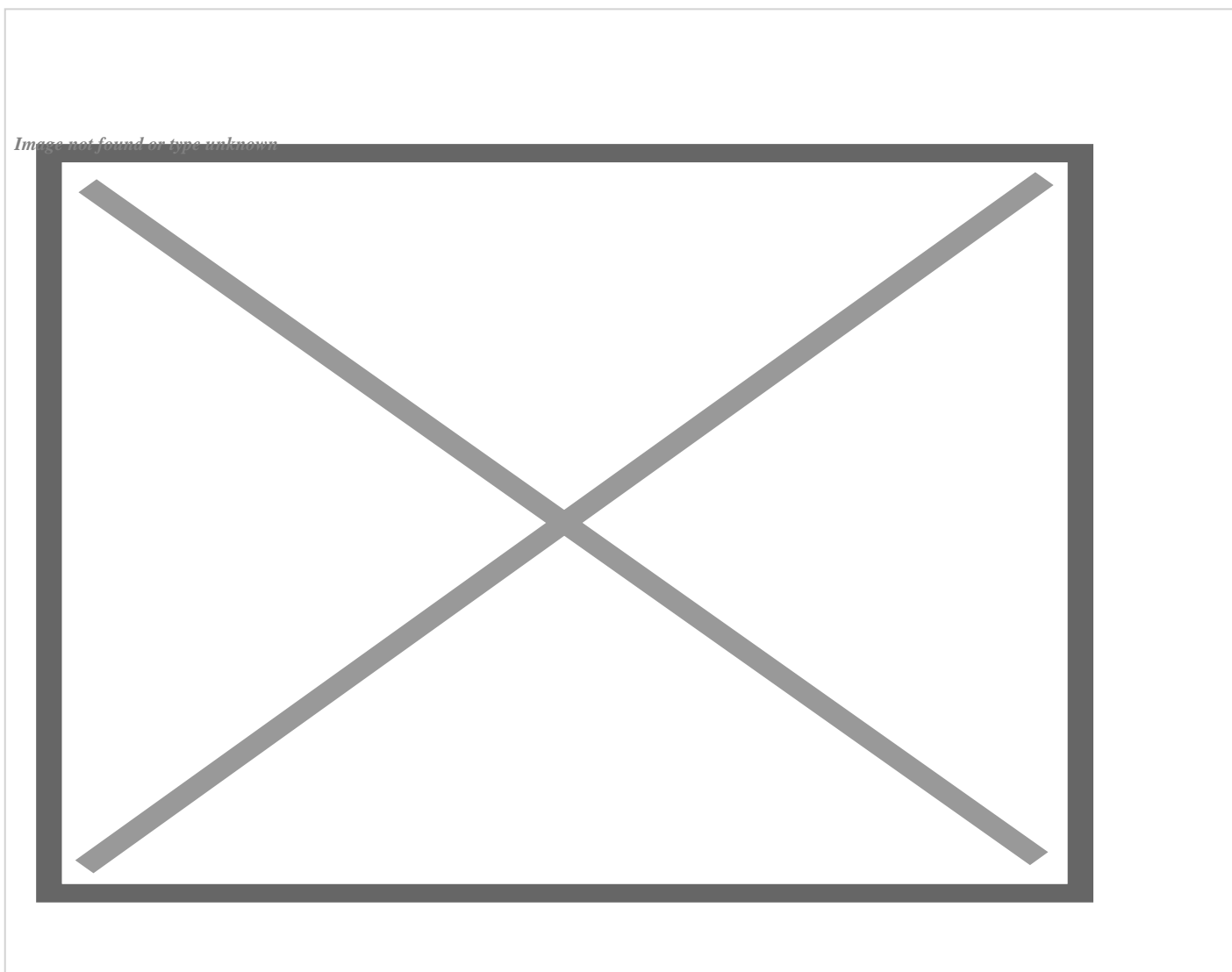


Les 10 nouvelles les plus marquantes de 2022 dans le monde



Voici un résumé des nouvelles qui ont marqué l'actualité internationale en 2022

Opération militaire spéciale de la Russie en Ukraine

Le 24 février, la Russie a lancé ce qu'elle a décrit au monde comme une opération militaire spéciale dans les territoires du sud-est de l'Ukraine, dans le but de mettre fin à ce que Moscou appelle le génocide perpétré par Kiev contre les habitants de ces régions.

La Russie a signé quatre lois sur l'adhésion des républiques populaires autoproclamées de Donetsk et de Lougansk, ainsi que des régions de Zaporozhie et de Kherson.

La signature fait suite à des référendums dans ces territoires.

En raison de l'action militaire de la Russie, les États-Unis et l'Europe ont imposé de lourdes sanctions à la Russie.

Les causes du conflit sont à rechercher dans la politique agressive des États-Unis, la livraison d'armes modernes à l'Ukraine et l'expansion de l'OTAN vers les frontières de la Russie, qui met celle-ci en danger, ont averti les experts.

DESTITUTION DU PRESIDENT DU PEROU DANS UN CONTEXTE D'INGOUVERNABILITE PERPÉTUELLE

Le président péruvien Pedro Castillo a été destitué le 7 décembre par un Congrès de droite et corrompu peu après qu'il ait décidé de la dissolution du Parlement et de l'état d'urgence.

Pedro Castillo a accusé ses adversaires de refuser de le laisser gouverner, ce qui l'a poussé à recourir à des improvisations et à d'innombrables changements de cabinet.

La manœuvre de Castillo, considérée par le Congrès comme un auto-coup d'État, a servi d'argument aux forces de police pour l'arrêter et le juger pour des crimes de rébellion et de conspiration.

Après l'échec du plan de Castillo, qui a été rejeté par toutes les branches du gouvernement, la Chambre a installé Dina Boluarte, jusqu'alors vice-chef d'État, comme présidente de la nation.

Accusée de trahison, elle a dû faire face à des manifestations exigeant sa démission et des élections anticipées.

La police et l'armée ont brutalement chargé les manifestations dans ce qui est le dernier épisode en date dans un pays en crise permanente, avec six présidents au cours des quatre dernières années.

UN PRÉSIDENT DE GAUCHE DANS UN PAYS CONSERVATEUR

En Colombie, l'un des pays les plus conservateurs de l'hémisphère occidental, un dirigeant de gauche prestigieux et expérimenté, Gustavo Petro, a remporté la présidence. Il a reçu l'écharpe présidentielle en août.

Avec plus de 70 % des électeurs déçus par les mêmes vieux politiciens, le mouvement au pouvoir d'Álvaro Uribe a subi une défaite historique au premier tour des élections.

Au second tour, Gustavo Petro a remporté 50,48 % des voix contre l'ancien maire de Bucaramanga, Rodolfo Hernández, qui a obtenu 47,26 %.

Soutenu par le Congrès, Gustavo Petro a pu entamer un processus de changements marqué par la réforme agraire et la réforme fiscale, entre autres.

LAWFARE EN ARGENTINE

La vice-présidente de l'Argentine, Cristina Fernández, a été victime d'une tentative d'assassinat et d'un procès truqué, à l'issue duquel elle a été condamnée sans preuve pour administration frauduleuse.

L'ancienne chef d'État a été prise par surprise le 2 septembre lorsqu'un individu a appuyé sur la gâchette de son arme devant elle, sans parvenir à ses fins.

L'assassinat manqué faisait partie d'un complot de persécution contre la dirigeante politique par les médias grand public, les gouvernements d'opposition locaux et les secteurs judiciaires.

Ce harcèlement incessant a atteint son point culminant lorsque, le 6 décembre, le Tribunal oral fédéral l'a condamnée à six ans de prison en première instance pour ce qui est décrit comme une administration frauduleuse pour l'attribution de travaux publics dans la région de Santa Cruz.

La condamnation est assortie de l'interdiction perpétuelle d'exercer une fonction publique et s'illustre comme un nouveau cas de lawfare, terme utilisé en anglais pour désigner la guerre judiciaire contre des hommes politiques.

Jugée deux fois pour une même affaire, Cristina Fernandez a démontré que depuis son poste de présidente elle ne pouvait pas gérer les contrats de travaux publics considérés frauduleux.

PROVOCATION DES ÉTATS-UNIS EN ASIE

Le voyage de Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des représentants des États-Unis à Taïwan en août a fait monter les tensions avec la Chine à des niveaux jamais atteints depuis des décennies.

Washington, principal fournisseur d'armes de Taipei, a également envoyé une autre délégation du Congrès après la visite controversée de Pelosi.

La Chine a suspendu par la suite sa coopération avec les États-Unis en matière de défense, de justice et de changement climatique et a imposé des sanctions à Mme Pelosi et aux membres de sa famille.

Beijing a considéré l'action de la politicienne chevronnée étasunienne comme une violation du principe d'une seule Chine et de la lettre des communiqués conjoints.

ANNÉE TUMULTUEUSE POUR LE ROYAUME-UNI

La chute de deux Premiers ministres, une inflation galopante et la mort de la reine Elizabeth II ont marqué l'année pour les Britanniques.

Le symbole le plus important du pays pendant 70 ans est décédée le 8 septembre à l'âge de 96 ans, battant son record de longévité sur le trône dans le monde.

Le nouveau roi de Grande-Bretagne, Charles III, est un écologiste qui milite depuis longtemps pour la protection de la nature.

Alors que la santé de la reine Elizabeth II décline, la crise frappe Downing Street. En juillet, le Premier ministre Boris Johnson démissionne de son poste de chef du Parti conservateur à la suite de scandales.

Johnson est resté à la tête du gouvernement jusqu'à ce qu'il soit remplacé par Liz Truss, qui n'a eu que 45 jours en fonction après avoir déclenché une tempête sur les marchés et une réaction négative sur le

financement du budget.

Ainsi, Liz Truss est devenue la Première ministre au plus court mandat de l'histoire britannique.

Elle a ensuite été remplacée par son collègue conservateur Rishi Sunak, qui s'est vu confier une économie affaiblie et des prix de l'énergie élevés.

UN ACTE BARBARE AU JAPON

Les Japonais ont pleuré la mort de l'ancien Premier ministre Shinzo Abe. Il a été assassiné le 8 juillet lors d'un rassemblement politique dans l'ouest du Japon, où la police a reconnu des défaillances en matière de sécurité.

L'assassinat de l'homme politique le plus connu et le plus ancien du Japon a choqué le pays et a eu des répercussions dans le monde entier, compte tenu du faible taux de criminalité et des lois strictes contre les armes à feu dans l'archipel.

LE PLUS JEUNE PRÉSIDENT DE L'HISTOIRE DU CHILI PRÊTE SERMENT

Gabriel Boric a pris ses fonctions de président du Chili en mars, après avoir remporté le second tour des élections de décembre 2021. Issu du mouvement de protestations de 2019, il a appelé ses compatriotes à travailler pour un nouveau pays.

Accueilli avec espoir par les Chiliens, dont beaucoup ont participé au sursaut social de 2019, Gabriel Boric est devenu, à 36 ans, le président le plus jeune et le plus voté de l'histoire du pays du Sud.

Le président chilien brandit un agenda social qui, au cours de l'année 2022, a rencontré des pierres d'achoppement.

La principale a été la défaite, lors d'un référendum en septembre, d'une nouvelle constitution destinée à remplacer celle héritée de la dictature d'Augusto Pinochet.

LE PRÉSIDENT DU SRI LANKA DÉPASSÉ PAR LA COLÈRE POPULAIRE

Le président sri-lankais, Gotabaya Rajapaksa, a accepté de démissionner le 14 juillet et il a fui le pays après que des milliers de manifestants ont pris d'assaut sa résidence et son bureau.

Ce faisant, ils ont exprimé leur colère à l'égard d'un dirigeant considéré comme responsable de la pire crise économique de l'histoire récente du pays.

Les gens dans la rue protestaient depuis des mois contre l'effondrement de l'économie et le démantèlement de ce que certains dans le pays appellent la dynastie politique Rajapaksa, qui tient les rênes du gouvernement depuis près de deux décennies.



Radio Habana Cuba